

Denrées alimentaires—Comité

fait revenir simplement au niveau de 1966. Par conséquent, il me semble qu'il faut que nous soyons très prudents lorsque nous étudions toute cette question de prix des produits alimentaires pour ne pas faire d'erreurs en plaçant l'accent sur certains secteurs. En gros, le cultivateur prend ce qu'il peut obtenir pour son produit. Il n'est pas protégé par une convention collective. Il lui faut accepter ce que l'acheteur lui offre pour son produit. Si pour son produit la demande est forte, il obtient un bon prix. Si son produit est excédentaire, le prix qu'il en obtient a tendance à être moindre.

Qu'a fait le gouvernement pour améliorer le bien-être du cultivateur, monsieur l'Orateur? En 1968, après l'entrée en fonction du premier ministre (M. Trudeau), il a levé le plafond sur l'intérêt des prêts d'amélioration agricole et des prêts de crédit agricole, qui, à cette époque, étaient bloqués à 5 p. 100, et en une année ces taux d'intérêts sont montés à 8½ p. 100.

Une voix: Et à \$3 pour le blé maintenant.

M. Mazankowski: Oui, \$3 pour le blé maintenant, mais l'acheteur sur le marché intérieur ne paye pas \$3 le boisseau de blé qu'il achète. Les minoteries payent \$1.95 à Thunder Bay. Il nous faut, soit prendre des mesures pour subventionner nos producteurs, si nous voulons que notre industrie agricole soit rentable, soit faire payer plus au consommateur. Dès qu'il est entré en fonctions, le gouvernement a réduit le prix initial du blé. Il a supprimé la prime à la production des porcs, qui était de l'ordre de 10 millions de dollars. Il a unilatéralement et sans discrimination détruit les petits producteurs laitiers. Le gouvernement a reçu des recommandations de la Commission royale d'enquête sur le prix des machines agricoles mais pas une d'entre elles n'a été appliquée.

Puis, on a établi une Commission des prix et revenus, qui a été un autre échec complet. Elle n'a rien fait pour combler l'écart. En décembre 1970 le premier ministre a affirmé que l'inflation était jugulée. Monsieur l'Orateur, elle l'était alors uniquement parce qu'il y avait guerre entre gros épiciers et parce que les producteurs n'obtenaient que de très bas prix pour leurs produits.

D'une façon générale, qu'est-il arrivé aux coûts des facteurs de production? Les facteurs de production agricole sont passés du niveau 100 qui était l'indice de référence en 1961, à 135.4 en 1971. Les coûts de la main-d'œuvre agricole, basés sur un indice 100 en 1961, sont passés à 178.2. Comment les agriculteurs ont-ils survécu? Uniquement en augmentant leur capacité de production. Ils ont augmenté leur productivité de 13 p. 100 par an depuis vingt ans. Pendant ce temps, le coût de transformation et de distribution de leurs produits s'est élevé d'environ six fois plus que leurs bénéfices. On en a la preuve par le fait qu'en 1971, sur un total de \$7 milliards de dollars de consommation alimentaire, 6 p. cent seulement sont revenus aux producteurs primaires. Ceci constituait une baisse de 4 p. 100 depuis 1959. Si l'on évalue ce chiffre en dollars constants, il faudra alors sans doute déduire 35 p. 100. Ceci signifie simplement que pour chaque dollar dépensé par le consommateur, 94 p. cent en reviennent à quelqu'un d'autre que le producteur primaire. Voilà à mon avis une situation ridicule et doit être corrigée. Si cette enquête doit être totalement objective, elle relèvera ce fait et replacera le bien-être des producteurs dans sa véritable perspective.

À mon sens, le cycle inflationniste que nous traversons en ce moment aurait pu être corrigé par le gouvernement. Mais par ses politiques, ou par son manque de politiques,

[M. Mazankowski.]

il a envenimé les problèmes de l'inflation. Je le sais, les fabricants et les distributeurs des produits alimentaires sont ceux qu'on blâme le plus sévèrement, mais, à n'en pas douter, la hausse des coûts leur a aussi causé des difficultés. Ce secteur de l'industrie alimentaire s'est effectivement ressenti d'une hausse très prononcée des coûts essentiels: main-d'œuvre, transport, impôts, terrains des villes—sous la poussée des forces inflationnistes.

Un autre facteur de la hausse des coûts est l'augmentation du degré de transformation que l'on fait subir aux produits alimentaires. Les Canadiens achètent de plus en plus de produits alimentaires à la préparation élaborée. Très peu de produits se vendent maintenant à l'état naturel ou primaire. L'emballage des aliments est beaucoup plus poussé qu'auparavant. Il y a aussi l'amélioration des commodités d'achat. Comme d'autres députés l'on signalé, on consacre beaucoup d'argent aux centres commerciaux et aux supermarchés. Monsieur l'Orateur, quelqu'un doit en payer le coût. Qui paie? Le consommateur.

Je pense que très peu de députés ont abordé la question des importations. Une forte proportion de nos denrées de consommation sont importées. Nous n'y pouvons vraiment pas grand-chose. Les prix des denrées alimentaires que nous importons ont monté en flèche. Nous sommes victimes des frais de transport élevés. Un grand nombre des produits importés sont des produits saisonniers. Il y a aussi la question du tarif douanier, notamment celui frappant les articles d'une transformation très élaborée.

Pour donner une idée des rapports, monsieur l'Orateur, je veux citer quelques chiffres. En 1969, pour la première fois dans l'histoire du Canada, la valeur de nos importations de produits agricoles dépassait de 35 millions de dollars celle de nos exportations. C'est une honte dans un pays comme le nôtre, où la production agricole est tellement riche et tellement experte. Nous importons encore chaque année des produits agricoles d'une valeur de 1.3 milliard de dollars. Je le répète, nous ne maîtrisons pas effectivement le coût de ces produits. Je prétends que nous pourrions produire la plupart de ces denrées au Canada. Au lieu d'en désapprouver la production, nous devrions la diversifier et y inclure certaines denrées qu'il nous faut importer. Alors que nous incitons les cultivateurs à quitter la terre et que nous les payons pour le faire, que nous imposons des limites à la production, voilà un domaine que le ministère de l'Agriculture pourrait explorer de façon positive et sensée. Nous pourrions produire efficacement de nombreux articles que nous importons.

La diversification de notre industrie agricole est indispensable. Nous ferions bien de stimuler une industrie agricole saine et rentable en favorisant une diversification plus étendue. Bref, je prétends que nous devons accroître notre production au maximum et la diversifier. Il importe également de prendre des mesures pour stimuler les secteurs de notre industrie agricole qui sont de temps à autre en proie au marasme. Comme nous nous en sommes rendu compte dans le passé, une récession de l'industrie du blé a tendance à se propager à l'élevage. Le gouvernement devrait prendre des mesures pour corriger cela. Je soutiens, monsieur l'Orateur, que le ministère de l'Agriculture devrait s'occuper très activement de protéger les secteurs agricoles qui sont interdépendants.

• (1650)

À mon avis, le gouvernement s'efforce de maintenir une politique de bas prix pour les aliments qui nécessite le